

**Sylvie Tridon**  
**candidate du NPA dans la 12<sup>o</sup> circonscription de Paris**  
**Jean Chambrun**  
**Candidat du NPA dans la 13<sup>o</sup> circonscription de Paris**

ATTAC Paris 15  
Maison des Associations  
22 rue de la Saida  
75015 Paris

Paris, le 5 juin 2012,

Chers amis d'ATTAC, cher Gilles,

Nous avons reçu votre courrier et nous vous en remercions.

Nous sommes effectivement alarmés par le contenu du « Pacte budgétaire » qui fait de l'équilibre budgétaire un principe constitutionnel après que le Traité de Maastricht ait sanctuarisé la Banque centrale européenne.

Au-delà même du Traité, pour comprendre ce qui est en train de se jouer, il faut également regarder ce qui se passe dans les pays comme la Grèce, l'Italie, le Portugal, ... Les institutions européennes ne leur demandent pas seulement des efforts d'austérité mais des réformes structurelles qui modifient substantiellement le droit du travail, réduisent la force des conventions collectives et individualisent la relation entre le salarié et son employeur.

Nous pensons, que les normes du TESC G correspondent à un choix social : les droits des créanciers et les profits des grandes entreprises contre le reste de la population. L'adoption du nouveau traité a ainsi été chaudement applaudie par le monde des affaires, et notamment la fédération patronale européenne BusinessEurope ; mais, pour la première fois de son histoire, la Confédération européenne des syndicats (CES) s'est opposée à un traité européen.

Lors de la campagne électorale, le candidat François Hollande a, d'une part, réaffirmé sa volonté d'arriver à l'équilibre budgétaire en 2017, c'est-à-dire d'appliquer sur ce point les recommandations du traité, et, d'autre part, il a annoncé vouloir le « renégocier » pour y adjoindre un « pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance ». De plus, François Hollande ne s'est pas prononcé sur la question du mode de ratification du traité : ratification parlementaire (c'est-à-dire par une majorité PS-UMP) ou bien référendum ?

Le NPA pour sa part se prononce contre ce traité dont l'importance mériterait un vote direct de la population. Il est prêt à participer à une campagne unitaire en ce sens.



Le NPA souligne également la nécessité d'une solidarité avec le peuple grec. Les déclarations de Laurent Fabius et de Pierre Moscovici sommant les Grecs de se plier aux injonctions du mémorandum Commission-BCE-FMI sont inadmissibles. Il convient de tous ensemble les condamner, d'interpeler le président de la République et surtout d'agir pour que la construction européenne rompe avec la « *sauvagerie sociale* »<sup>1</sup>.

Très amicalement,

Sylvie Tridon  
Jean Chambrun

Pour les candidates du  
15<sup>ème</sup> du NPA  
Jehamly

---

<sup>1</sup> *C'est tenable avec davantage de sauvagerie sociale*", remarque l'économiste français Jean-Paul Fitoussi à propos de la situation économique espagnole dans Le Monde du 1<sup>er</sup> juin 2012 (« La voie étroite de l'Espagne pour s'en sortir seule »).